



# LE CDAD : QUELLES MISSIONS, QUELLE GOUVERNANCE, QUELS FINANCEMENTS, QUELLE ORGANISATION ?

Actualisation : décembre 2017

## PRÉAMBULE

*La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique précise que "l'aide juridique comprend l'aide juridictionnelle et l'aide à l'accès au droit."*

*L'article 53 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits définit l'accès au droit. Il se compose de :*

- *"L'information générale des personnes sur leurs droits et obligations ainsi que leur orientation vers les organismes chargés de la mise en œuvre de ces droits,*
- *L'aide dans l'accomplissement de toute démarche en vue de l'exercice d'un droit ou de l'exécution d'une obligation de nature juridique et l'assistance au cours des périodes non juridictionnelles,*
- *La consultation en matière juridique,*
- *L'assistance à la rédaction et à la conclusion des actes juridiques."*

Les conditions dans lesquelles s'exerce l'aide à la consultation en matière juridique sont déterminées par le conseil départemental de l'accès au droit (CDAD).

Créé dans chaque département, le CDAD dispose d'un statut de groupement d'intérêt

public (GIP) lui permettant d'associer des acteurs de statuts divers en vue de la mise en œuvre de la politique locale d'accès au droit. Les lois et le statut de GIP lui confèrent une organisation, un financement multi partenarial, des missions et des obligations.

*La loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 relative à la modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle dans son article premier prévoit que "le service public de la justice concourt à l'accès au droit et assure un égal accès à la justice."*

Le SADJAV a mis en évidence la **nécessité de renforcer le rôle d'orientation et de décision des instances de gouvernance** du CDAD, mais aussi de consolider et de sécuriser les ressources du CDAD pour renforcer sa capacité d'animation du réseau des partenaires et de pilotage de l'action du CDAD.

## LES QUESTIONS À SE POSER

- *Quelles sont les missions du CDAD ?*
- *Quel est la gouvernance du CDAD ?*
- *Quels financements ?*
- *Comment organiser le fonctionnement du CDAD ?*

•

•

• **LES MISSIONS DU CDAD**

•

- Les missions du CDAD sont encadrées par la loi.
- Chaque CDAD les décline dans un cadre multi-partenarial et à l'échelle du département.
- *Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits. Article 54 – " (...) Le CDAD est chargé de :*
  - *Recenser les besoins,*
  - *Définir une politique locale,*
  - *Dresser et diffuser l'inventaire de l'ensemble des actions menées.*
    - *Le Conseil est saisi, pour information, de tout projet d'action préalablement à sa mise en œuvre et, pour avis, de toute demande de concours financier de l'État préalablement à son attribution.*
- *Il procède à l'évaluation de la qualité et de l'efficacité des dispositifs auxquels il apporte son concours.*
- *Il peut participer au financement des actions poursuivies.*
- *Il établit chaque année un rapport sur son activité (...)"*
- *Loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle.*
- *Article 1 – " (...) Le CDAD participe à la mise en œuvre d'une politique locale de résolution amiable des différends (...)."*



- *Définir et porter la politique d'accès au droit et être garant d'un service public de qualité*

- Le CDAD a pour rôle d'organiser la mise en œuvre du service public de l'accès au droit sur le territoire départemental (Cf. fiche 4 Politique d'accès au droit).
- Le CDAD doit **mettre à disposition de la population un service d'aide à l'accès au droit de qualité** s'appuyant sur :
  - Une **offre de services adaptée** et évolutive (Cf. fiche 5 Offre de services). Le CDAD **impulse les actions nécessaires pour répondre aux besoins non couverts ou nouveaux** au regard de l'évolution du territoire et de la société,
  - Des **partenaires ayant les qualités professionnelles** nécessaires à l'exercice des missions assignées,
  - Une **organisation et un fonctionnement clairement définis** avec chaque partenaire (contributions, principes de délivrance des services, modalités d'accueil, de gestion, etc.),
  - Un dispositif de **suivi et de pilotage** de l'activité (Cf. fiche 7 Suivi et évaluation),
  - Des **lieux remplissant les conditions requises pour les établissements recevant du public** : facilité d'accès en transport, accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, espaces aménagés et conviviaux, garantie de confidentialité des échanges, etc.

- Le CDAD a également pour rôle de :
- **Développer un maillage territorial** adapté, dans un objectif de complémentarité et de cohérence de l'offre de services pour répondre aux besoins dans divers domaines (famille, logement, consommation, etc.) ou pour des publics spécifiques en situation d'exclusion, en étant au plus près de ceux qui en ont le plus besoin, et en optimisant le potentiel d'action des acteurs, financés ou non par le CDAD.
- **Développer son action en cohérence avec les politiques publiques territoriales** (politique de la ville, politique de cohésion sociale) **et schémas départementaux** (schéma d'accessibilité des services publics, schéma gérontologique départemental, schéma départemental des services aux familles, etc.) portés par les collectivités et les services de l'État.



- *Créer, coordonner et animer un réseau de partenaires*

- 
- C'est par l'intermédiaire des partenaires présents dans les lieux d'accès au droit que le CDAD rencontre ses publics cibles et notamment les personnes en situation d'exclusion. Il s'appuie sur ce réseau de partenaires (professionnels du droit, associations spécialisées, collectivités en charge des politiques sociales, etc.) pour déployer et développer une offre de services adaptée aux besoins du territoire. A cet effet, le CDAD est **une instance d'animation et de coordination des actions et des acteurs du territoire** œuvrant pour la politique départementale d'accès au droit (Cf. fiche 6 Partenariat).
- Ce rôle lui confère une vision globale et prospective de l'accès au droit en vue de l'amélioration du service rendu sur le territoire (Cf. fiche 3 Diagnostic territorial).
- **Sa démarche doit être "au cœur du réseau" et ajustée au regard du besoin de la population du territoire.** L'accès au droit étant au centre des politiques d'action sociale et de lutte contre les exclusions, le CDAD doit **veiller à inscrire son action au service et en cohérence avec les politiques publiques territoriales portées par les collectivités et les services de l'État.** C'est ce positionnement à la croisée de nombre de politiques territoriales qui justifie la dimension partenariale du CDAD et la présence en tant que membres de droit de représentants de l'État et des collectivités.



## • LA GOUVERNANCE DU CDAD

---

•

- En tant que groupements d'intérêt public, les CDAD sont dotés d'une personnalité morale et d'une autonomie administrative et financière et sont constitués par convention.
  - Ils se composent de membres de droit (désignés par la loi) et de membres associés ainsi que de membres qualifiés appelés à siéger par le président du CDAD.
  - Chaque CDAD dispose de deux instances : un conseil d'administration, une assemblée générale. Les conventions constitutives précisent leur composition, leur fonctionnement et les conditions dans lesquelles le CDAD peut nommer d'autres membres.
  - **L'assemblée générale** est chargée :
    - D'adopter le programme annuel d'activités et le budget correspondant,
    - D'approuver les comptes de chaque exercice,
    - De procéder à toute modification éventuelle de la convention constitutive,
    - D'admettre de nouveaux membres ou d'en exclure.
      - Le **conseil d'administration** composé de 15 membres, délibère et prend les décisions qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale. Ainsi, il délibère sur :
        - Le budget et les participations des membres,
        - La convocation de l'assemblée générale, la fixation de l'ordre du jour et la préparation des projets de résolution,
        - Le fonctionnement du groupement dont le recrutement des personnels.
- *Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits.*
  - *Article 55 – " Le CDAD est constitué de représentants :
    - De l'État,
    - Du département,
    - De l'association départementale des maires,
    - De l'ordre ou, si le département compte plus d'un barreau, de l'un des ordres des avocats établis dans le département choisi par leurs bâtonniers respectifs,
    - De la caisse des règlements pécuniaires de ce barreau,
    - De la chambre départementale des huissiers de justice,
    - De la chambre départementale des notaires,
    - A Paris, de l'ordre des avocats au conseil d'État et à la Cour de cassation,
    - D'une ou de plusieurs associations œuvrant dans le domaine de l'accès au droit, de l'aide aux victimes, de la conciliation ou de la médiation, désignée conjointement par le président du tribunal de grande instance du chef-lieu du département, par le procureur de la République près ce tribunal et par les membres mentionnés au 2° à 9°, sur*

*proposition du représentant de l'État dans le département."*

- 

- La présidence du CDAD est assurée par le président du tribunal de grande instance (TGI) du chef-lieu du département.

- Le procureur de la République en assure la vice-présidence.

- Un magistrat du siège ou du parquet de la cour d'appel chargé de la politique associative, de l'accès au droit et de l'aide aux victimes exerce la fonction de commissaire du gouvernement.

- Les magistrats délégués à la politique associative et à l'accès au droit (MDPAAD) sont l'interface entre les CDAD et l'administration centrale. A ce titre :

- Ils sont le relais du CDAD dans le cadre du dialogue de gestion entre la cour d'appel et l'administration centrale,
- Ils contribuent au développement et à la coordination de l'accès au droit dans le ressort de la cour d'appel,
- Ils siègent aux instances avec voix consultative,
- Ils exercent une fonction d'alerte et de conseil concernant l'activité et la gestion financière,
- Ils disposent d'un droit d'opposition sur les décisions susceptibles de mettre en cause l'avenir du groupement et son bon fonctionnement.
- Le président du CDAD veille en particulier à la représentation dans les instances du CDAD du (ou des) autre(s) TGI présents sur le département.

- La **tenue régulière des instances de gouvernance** (a minima 3 fois par an) est primordiale pour asseoir un suivi et un pilotage effectifs du CDAD.

- L'efficacité de ces instances tient pour beaucoup à la préparation en amont des sujets (préparation des décisions) et à la présence des interlocuteurs ayant compétence et capacité de décision sur les sujets traités.

- En complément de ces instances et selon le besoin, des **réflexions ciblées peuvent être instruites dans le cadre de réunions de travail opérationnelles** (ateliers de réflexion) **associant les membres du CDAD et d'autres partenaires** non membres du CDAD. Ces réunions permettent d'ajuster le fonctionnement opérationnel du CDAD et/ou de préparer les éléments d'aide à la décision pour les instances de gouvernance du CDAD.

- Les instances du CDAD doivent être positionnées comme des instances d'orientation politique et de décision.

- Elles constituent les instances de coordination de la politique départementale d'accès au droit.

- Elles donnent le cap et de la visibilité aux acteurs de l'accès au droit sur le territoire, elles définissent la politique d'accès au droit et votent le budget associé. Elles affirment à travers leurs décisions et leurs actes de représentation dans les réunions

institutionnelles du département  
l'ancrage de la politique d'accès au droit  
dans les politiques publiques  
territoriales.

Article 57 – " (...) Le CDAD peut conclure  
des conventions :

- 
- *Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits et modifiée par la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XX<sup>e</sup> siècle :*
- *Avec des membres des professions juridiques ou judiciaires réglementées ou leurs organismes professionnels ou avec des personnes répondant aux exigences du titre II de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 (...),*
- *Avec les centres communaux d'action sociale ou tout autre organisme public ou privé, en vue d'obtenir leur concours pour la mise en œuvre de l'aide à l'accès au droit (...)."*
- 

## • LE FINANCEMENT DU CDAD ET DE SES ACTIONS

---

- 
- Le financement est l'une des clés majeures du développement de l'accès au droit et de la continuité du service. Il doit être inscrit dans une stratégie d'action pluri annuelle au regard des objectifs de la politique d'accès au droit sur le département afin de favoriser la construction d'une vision prospective des actions du CDAD. Il est principalement alloué :

- Au fonctionnement du CDAD,
- A la mise en œuvre de l'offre de services du CDAD.

- 



### • *Les sources de financement*

- 
- Le financement du CDAD et de ses actions peut être en numéraire, en nature et en industrie.
- Il est abondé annuellement par des fonds de toute nature provenant des membres du groupement d'intérêt public et d'autres partenaires. Les apports de chaque membre doivent être tracés et valorisés dans le suivi d'activité du CDAD.
- Il est important que la convention constitutive et les annexes financières du CDAD précisent les engagements et les modalités de participation de chaque membre selon son statut : membre de droit, membre associé.

- La réussite de la politique d'accès au droit est conditionnée en grande partie par la pérennité des contributions financières et le respect des obligations financières des parties prenantes.

- **Loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique**

- *Article 68 – " Le financement de l'aide à l'accès au droit est notamment assuré par :*

- *Les participations de l'État, du Département et des autres membres du groupement d'intérêt public prévues par la convention constitutive dans les conditions de l'article 55 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique,*
- *Les contributions des caisses des règlements pécuniaires des barreaux du ressort,*
- *Les participations des organismes professionnels des professions judiciaires et juridiques,*
- *Les subventions accordées par les collectivités territoriales, les établissements publics, les organismes de sécurité sociale et toute autre participation,*
- *Les fonds destinés à l'aide à l'accès au droit sont versés au conseil départemental de l'accès au droit territorialement compétent.*
- *Article 69 – " Pour compenser les disparités entre les départements et soutenir des initiatives d'intérêt général, l'État peut, en outre, participer par voie de convention à la prise en charge d'actions mises en œuvre par le conseil départemental."*

- Le développement de l'accès au droit nécessite que **les CDAD élargissent et diversifient leurs sources de financement.**

- A titre d'exemple, le CDAD peut mobiliser des financements :
- Dans le cadre de la politique de la ville en vue de renforcer la politique publique d'accès au droit dans les quartiers prioritaires,
- Du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD), dans le cadre de la mise en œuvre des orientations prioritaires de la stratégie nationale de prévention de la délinquance,
- Etc.
- 
- Selon le territoire, d'autres sources de financement sont à étudier auprès de : la direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN), la caisse

d'allocation familiale (CAF), l'agence régionale de santé (ARS), les groupements de collectivités (communauté de communes ou d'agglomération, métropole) en mettant en évidence en quoi l'accès au droit contribue à la mise en œuvre des politiques portées par ces acteurs.

- Le mécénat est également une piste de financement à approfondir.
- Afin d'assurer la continuité du service public d'accès au droit, il est indispensable de **sécuriser de façon prioritaire le financement des ressources allouées à la mise en œuvre des missions du CDAD.**

- Il est pour cela essentiel de **positionner la politique d'accès au droit en tant que partie intégrante des projets de territoire au service des enjeux sociaux portés par les pouvoirs publics et acteurs territoriaux.**

- Le CDAD doit démontrer que financer l'accès au droit contribue à :

- ✓ Servir des politiques sociales visant la solidarité et la cohésion des territoires.
- ✓ Renforcer les moyens d'action pour une stratégie "d'aller vers" les personnes en situation d'exclusion.

- 

- La soutenabilité financière du CDAD passe par la prise de conscience de chaque partenaire de ce rôle de contribution à une véritable politique publique.

- 

## • L'ORGANISATION DU CDAD

---

- 

- Chaque CDAD organise ses missions en fonction des besoins du territoire et de la politique départementale d'accès au droit définie. Il doit pour cela disposer de ressources humaines adaptées en nombre et en termes de profils.

- 

- 



### • *Les ressources du CDAD*

- 

- La mise en œuvre des missions du CDAD s'appuie sur une ou plusieurs ressources (selon les moyens du CDAD et l'importance de son activité / territoire) :

#### • Un secrétaire général (SG) ou un coordonnateur du CDAD,

- La fonction peut être assurée par un directeur des services de greffe judiciaires, secrétaire général du CDAD (Cf. article 4 du décret 2015-1273 du 13 octobre 2015).

#### • Un (ou des) assistant(s) du SG / coordonnateur du CDAD.

- Plusieurs configurations de ressources peuvent être rencontrées :

- Par ailleurs, le CDAD doit étudier les leviers d'optimisation du financement en développant des actions communes avec d'autres CDAD (création et mise à jour d'outils / supports, etc.). Cette stratégie s'applique également pour le déploiement de l'aide à l'accès au droit avec d'autres acteurs tels que les maisons de service au public par exemple en mutualisant les lieux de permanence.

1 SG / coordonnateur

1 SG / coordonnateur

1 assistant CDAD

1 SG / coordonnateur

N assistants CDAD

- 

- Les ressources peuvent être mises à disposition par le ministère de la justice ou l'un des membres du CDAD ou financées par les membres du CDAD.
- Le poste d'assistant du SG / coordonnateur est souvent occupé par des ressources temporaires (stagiaire par exemple) ou des profils en contrat à durée déterminée.
- Selon le territoire, le SG / coordonnateur est appuyé de façon ponctuelle par un comptable.
- Ces configurations sont souvent liées à la taille du CDAD ou au budget du CDAD.

- 

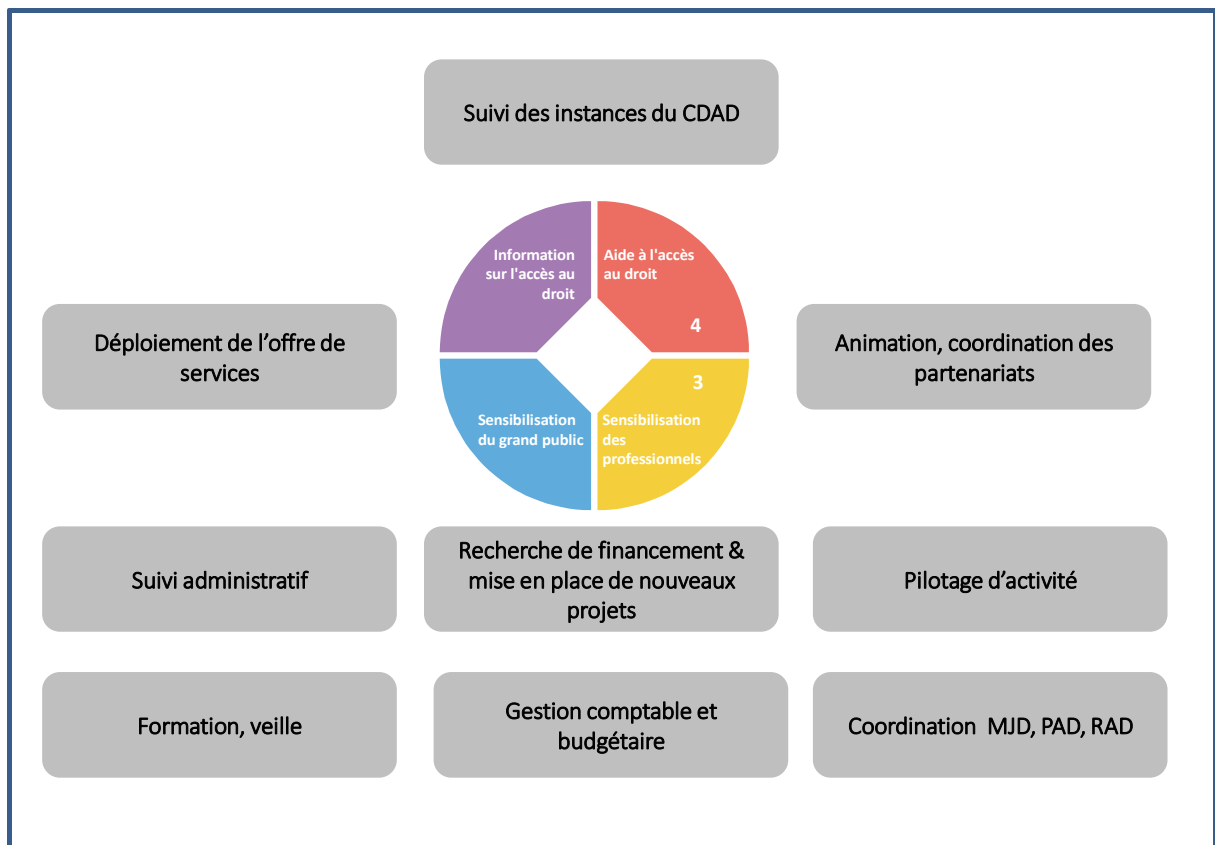
- 



- *Les activités du secrétaire général / coordonnateur du CDAD*

- 

- Les CDAD doivent se référer aux activités prévues par les fiches de poste définies par le SADJAV. Elles sont à adapter selon le besoin et les spécificités du territoire, il est néanmoins important que les missions socles de gestion et de pilotage soient définies et réalisées (Cf. fiche 7 Suivi et évaluation).
- Neuf grandes missions ont été identifiées au sein d'un CDAD.



- 
- 
- **Suivi des instances du CDAD** : préparation de l'ordre du jour des instances, convocation des membres, animation et formalisation des procès-verbaux, etc.
- **Déploiement de l'offre de services** : mise en œuvre et promotion de l'offre de services avec les partenaires.
- **Animation, coordination des partenaires** : identification des partenaires, préparation / animation des réunions, suivi spécifique et pilotage de projet, etc.
- **Recherche de financement et mise en place de nouveaux projets** : étude de faisabilité / d'opportunité, identification de nouveaux partenariats et de pistes de financement, montage de projet, etc.
- **Suivi administratif** : centralisation des feuilles d'émargement et des fiches de suivi de permanences juridiques, gestion des courriers, etc.
- **Formation, veille** : préparation des supports de formation / sensibilisation, veille juridique et documentaire, animation de la relation et des partages de pratiques avec les CDAD (sur les départements limitrophes ou de façon plus large) et le SADJAV sur différentes thématiques (communication, formation, outils, ...), etc.

- **Gestion comptable et budgétaire** : réalisation des écritures comptables selon le régime de comptabilité du CDAD (privé ou public), suivi budgétaire, etc.
- **Pilotage d'activité** : gestion des conventions (renouvellement, avenant, etc.), suivi des activités des points d'accès au droit et du CDAD, mise en place d'outils partagés, etc.
- **Coordination entre les MJD, les points d'accès au droit (PAD) et relais d'accès au droit (RAD)** : animation des réflexions sur la complémentarité entre les lieux d'accès au droit sur le territoire (implantation géographique, offre de services, communication, etc.),
- Selon la situation des CDAD, ces activités peuvent être assurées par une ou plusieurs ressources et sont plus ou moins développées. D'autres missions peuvent venir en complément : représentation du CDAD auprès des partenaires, permanence dans un point d'accès au droit, accueil téléphonique du public et gestion des rendez-vous des professionnels du droit et des associations, etc.

- 

- 



- *Les points clés d'organisation*

- 

- Le rôle du président du CDAD a une importance particulière dans la sécurisation du cadre d'organisation : il doit s'assurer notamment de détenir des ressources expérimentées et compétentes (en s'appuyant sur un véritable processus de recrutement), de donner un cadre d'exercice clair et précis lors de la prise de poste, de définir les priorités d'action. De façon plus globale, il doit accompagner la gestion des ressources humaines du CDAD dans ses différentes phases d'évolution.

- 

- **Disposer de ressource(s) permanente(s)** pour assurer les missions du CDAD.
- Il est fortement préconisé de s'appuyer sur une ressource permanente pour assurer la fonction de SG / coordonnateur du CDAD. Une présence à temps complet apparaît par ailleurs souvent nécessaire au regard de l'étendue des activités qui lui sont confiées.
- Les activités du CDAD nécessitent un temps important de réflexion collective, de recherche de nouveaux partenariats ou d'enrichissement, d'expérimentation, de mise en place et de suivi dans la durée. Le recours à des contrats temporaires et le changement fréquent de personnel fragilisent la continuité de l'activité, la mobilisation du réseau et la capacité à mettre en place des projets innovants.



- **Disposer de profils en capacité de donner au CDAD toute sa légitimité vis-à-vis des partenaires**

- Le SG / coordonnateur du CDAD doit être en capacité d'assurer un large panel d'activités : animation / développement du réseau de partenaires, élaboration du budget, suivi de l'activité du CDAD, etc. Cette fonction nécessite des compétences en droit, en gestion et en comptabilité mais aussi des capacités d'organisation, de pilotage de projets, d'animation partenariale, et d'aide à la décision. **Elle implique une relation et une coordination étroites avec le président du CDAD.**

- Les besoins en termes de profils pourront être différents selon les CDAD au regard des activités confiées au SG / coordonnateur. Les compétences et l'expérience professionnelle de celui-ci sont essentielles pour asseoir notamment la légitimité du CDAD vis-à-vis des partenaires.

- Il est tout aussi important que le poste d'assistant du CDAD soit tenu par une ressource ayant une première expérience juridique et / ou de gestion. A défaut, des ressources temporaires peuvent être mobilisées : élève avocat, stagiaire étudiant, etc.

- 

- **Assurer une formation lors de la prise de fonction**

- La mise en place d'un **dispositif de formation tel qu'un "parcours de prise de fonction" pour l'équipe interne du CDAD et pour les personnels mobilisés par les partenaires** apparaît nécessaire afin de partager un socle de connaissances et de compréhension sur :

- Le CDAD, son rôle et son fonctionnement,
- L'accès au droit et les domaines d'action (acteurs, domaines juridiques, etc.),
- Les outils de suivi de l'accès au droit,
- L'institution judiciaire.
- Cette formation, qui doit avant tout être "pratico-pratique", peut être co-construite avec les membres du CDAD ou d'autres intervenants institutionnels. Un "parcours type" peut ainsi être conçu avec le SADJAV et l'ensemble des CDAD pour la prise de fonction et / ou la formation continue (évolution de l'accès au droit).

- 

- **Disposer d'outils de gestion**

- Le CDAD doit mettre en place les outils de travail nécessaires à la réalisation de ses missions. Cela suppose un inventaire des besoins en outils de gestion et la mise en place d'outils communs et partagés sur différents domaines :
- Outil de gestion des rendez-vous en ligne,

- Fiche de suivi des permanences juridiques,
- Supports de sensibilisation du grand public ou des professionnels, etc.
- 

### • Ce qu'il faut retenir

- 
- La gouvernance du CDAD s'appuie sur deux instances : l'assemblée générale et le conseil d'administration. Elles doivent être positionnées comme des instances d'orientation politique et de décision.
- L'implication du président du CDAD, du procureur de la République et du MDPAAD sont essentiels pour asseoir la légitimité du CDAD.
- La coordination et la gestion du CDAD sont assurées par un secrétaire général (directeur des services de greffe judiciaire, dans les départements de plus de 1 250 000 habitants) ou un coordonnateur.
- Le CDAD a deux principales missions :
  - Définir et porter la politique d'accès au droit et être garant d'un service public de qualité,
  - Créer, coordonner et animer un réseau de partenaires.
- La stratégie d'action du CDAD doit être ancrée dans les politiques publiques territoriales et les projets du territoire, elle contribue, avec l'appui de ses partenaires, à répondre aux enjeux sociaux.
- Le financement du CDAD doit être clairement stipulé dans les annexes financières et préciser les engagements de chaque partie prenante.
  - Il est prioritairement assuré par le ministère de la justice et les membres du CDAD.
  - Afin de pérenniser ses actions, il est nécessaire d'avoir une stratégie de diversification de ses sources de financement en numéraire, en nature et en apport en industrie. Cette stratégie doit conduire le CDAD à examiner également les pistes de mutualisation inter-CDAD et avec des partenaires (membres et non membres du CDAD) dans les phases de mise en œuvre de ses actions sur différents plans : organisation, ressources humaines et / ou financières, matériel.
  - Pour garantir la continuité du service rendu par le CDAD et le développement pérenne de son action, le CDAD doit :
- Disposer de ressource(s) permanente(s) reconnues pour leurs capacités et compétences en termes de gestion, de conduite de projets et d'animation de réseau,
- Mettre en place une véritable gestion des ressources humaines favorisant la professionnalisation et le développement des compétences,
- Disposer d'outils de gestion opérationnels et fiables.
- 

•